

RÉUNION RESTREINTE RÉSEAU DE PRÉVENTION DES CRISES ALIMENTAIRES

MOT D'OUVERTURE



Hadizatou Rosine
SORI-COULIBALY,
Présidente honoraire
du Club du Sahel et
de l'Afrique de l'Ouest

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Messieurs les représentants de la CEDEAO et de l'UEMOA,
Monsieur le Secrétaire exécutif du CILSS,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs ouest-africains accrédités à Paris,
Monsieur le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le développement au Sahel
Monsieur le Directeur exécutif du CORAF,
Madame la Secrétaire générale adjointe de l'OCDE,
Mesdames et Messieurs les partenaires techniques et financiers,
Chers membres du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA),
Honorables invités,

Permettez-moi d'abord d'exprimer ma reconnaissance à l'endroit des membres du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest qui ont bien voulu me confier la Présidence honoraire du Club. C'est donc à ce titre que pour la première fois je m'adresse à vous.

Mes premiers mots seront inspirés par le Président d'honneur du ROPPA, M. Mamadou Cissokho : dès lors qu'il s'agit de l'alimentation, c'est du « **Ventre** » des enfants, des femmes et des hommes dont on parle ; c'est donc de l'essentiel au sens propre du terme, en d'autres termes, un sujet hautement stratégique et hautement politique.

Avec près d'une **quarantaine de millions de personnes en insécurité alimentaire** et nutritionnelle, les perspectives ne cessent de s'assombrir. À titre d'illustration, on est passé de 9.7 millions de personnes concernées à la soudure 2017 à 38.3 millions en 2022.

La persistance des crises interconnectées (politiques, sécuritaires, climatiques, économiques) n'augure pas de lendemains meilleurs. C'est la raison pour laquelle je souhaite m'inscrire dans les pas de mon illustre prédécesseur Dr Mayaki, et renouveler son appel à un **changement de paradigme**. **Que veut dire changer de paradigme ?** Il s'agit d'abord de regarder autrement en analysant les enjeux par le prisme des évolutions structurelles qui les sous-tendent ; il s'agit ensuite de privilégier les politiques publiques qui traitent de ces tendances structurelles.

De ce point de vue, continuons à nous référer à la déclaration de Banjul formulée par notre Réseau en décembre 2018 sur la nécessité d'agir dans la durée pour inverser les tendances nutritionnelles négatives et dévastatrices dans la région et engageons-nous enfin hors des sentiers battus.

**Mesdames et Messieurs,
Chers invités,**

Osons nous poser la question : **est-il normal et acceptable que la gestion de l'urgence s'installe désormais comme la norme de l'investissement de la région face aux défis alimentaires et nutritionnels ?** Et osons répondre fermement **NON** à cette question.

Il n'existe pas de crise insoluble. Demeurer dans la gestion de l'urgence c'est nous condamner à subir année après année des drames humains inacceptables et des coûts sociaux, politiques et économiques insupportables. Même si nous ne vivons pas la même situation que les émeutes de la fin de 2008, la crise ukrainienne nous rappelle la dépendance alimentaire de notre région. Ce qui est urgent, par conséquent c'est aussi d'investir dans l'avenir en regardant l'horizon là où il se trouve. L'horizon c'est après demain, c'est dix ans, quinze ans, c'est la génération de nos enfants. Investissons pour nos enfants.

**Mesdames et Messieurs,
Chers invités**

La dernière consultation de haut niveau tenue ici à Paris en avril 2022 sur les crises alimentaires et nutritionnelles, les analyses du RPCA - sur la situation alimentaire et nutritionnelle, les réponses aux crises, le leadership des États, la troisième évaluation de la charte PREGEC – soulignent nos manquements collectifs, notre court-termisme chronique, notre incapacité à réellement nous projeter, anticiper, nous aligner et à nous coordonner.

Devons-nous simplement nous contenter de le regretter ?

**Mesdames et Messieurs,
Chers invités,**

La multiplicité, la récurrence et l'interconnexion des crises commandent une approche à la fois proactive, holistique et systémique, combinant l'urgence alimentaire, le soutien aux moyens d'existence et le renforcement de la résilience. Pour ce faire, nous devons refonder nos approches en intégrant trois facteurs essentiels :

Le premier réside dans **l'adaptation, l'anticipation et de la prévention**. Au-delà du devoir de soulager les souffrances et de minimiser les pertes de moyens d'existence, l'essentiel de l'investissement devrait être porté sur les mesures préventives. La région est-elle suffisamment dotée en instruments de prévention ? Même lorsque existants, ces instruments sont-ils exploités dans leur plein potentiel ? les pouvoirs publics nationaux et régionaux disposent-ils de mécanismes de financement préventif des crises alimentaires et nutritionnelles? Disposent-ils également de mécanismes efficaces de redevabilité ?

Le deuxième est **relatif à la transversalité, à l'intersectoriel**.

Je voudrais insister sur l'harmonie et la synchronie avec les interventions de protection sociale et de développement; démarche visant un triple objectif à savoir de soulager les souffrances actuelles, de renforcer les moyens d'existence et d'accroître les capacités productives des plus vulnérables. Nous devons désormais créer un pont entre l'humanitaire, le social et le développement; imaginer à toutes les échelles (locales, nationales et régionales) des approches programmatiques permettant d'assurer une telle harmonie. C'est tout le sens de l'engagement politique de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS pour opérationnaliser l'approche Humanitaire - Développement - Paix dans notre région.

Le troisième nous commande de **renforcer l'efficacité des réponses aux crises alimentaires**. Nous devons imaginer des instruments permettant d'une part de définir des paquets minimums de réponse adaptés à chaque situation de crise, et d'autre part d'assurer une meilleure redevabilité des pouvoirs publics et de leurs partenaires vis-à-vis de leurs réponses à l'urgence alimentaire en nous inspirant des meilleures pratiques en Afrique et dans le monde.

Mesdames et Messieurs,

Je suis convaincue que c'est à travers ces transformations que nous pouvons provoquer les ruptures nécessaires au bénéfice d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable dans la région.

Je voudrais vous assurer ici de mon engagement à faire avancer cet agenda transformatif nécessaire à l'éradication des causes sous-jacentes des crises alimentaires et nutritionnelles dans la région.

Plein succès aux travaux de la réunion restreinte du RPCA

Je vous remercie pour votre attention.

